

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 669

30 DECEMBER 1988. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende een kredietoverdracht

Wij, Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juni 1988 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1988, inzonderheid op artikel 43.03.13 van sectie 63;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de Administratieve en Begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 17 mei 1988 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën van 2 december 1988;

Besluiten :

Enig artikel. Er wordt een krediet van 1 100 000 frank (een miljoen honderdduizend frank) overgedragen van artikel 43.03.13 naar artikel 43.02.12 van sectie 63 van de gewone begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1988.

Brussel, 30 december 1988.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F. 89 — 670

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant dispositions transitoires d'exécution du statut du personnel

RAPPORT A L'EXECUTIF

La révision de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles par la loi du 8 août 1988 prévoit une extension considérable des compétences de la Communauté française.

L'intention du législateur spécial était de fixer l'entrée en vigueur de l'essentiel des modifications prévues par la loi du 8 août 1988 dès le 1^{er} janvier 1989.

Il a toutefois, pour des raisons évidentes d'adéquation des moyens aux compétences, formellement lié l'entrée en vigueur de l'essentiel des modifications dont il est question ci-dessus à la date d'entrée en vigueur de la loi spéciale devant organiser le financement des Communautés et des Régions.

Il est dès à présent acquis que l'intention initiale d'obtenir que les dispositions portant réformes institutionnelles entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1989 ne pourra être respectée. La date de promulgation de la loi spéciale organisant le financement des Communautés et des Régions ne peut être prévue avec certitude.

Le corollaire de l'extension des compétences des Communautés et des Régions, et particulièrement de la Communauté française, est prévu au titre du transfert de personnel en provenance de l'Administration générale du Royaume.

Outre le fait que ledit transfert ne peut s'envisager avant que l'entrée en vigueur des dispositions de la loi spéciale étendant les compétences de la Communauté française ne soit connue, il convient d'observer que la loi du 8 août 1988 a modifié celles des dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 qui organisaient le transfert de personnel en provenance de l'Administration générale du Royaume.

Les modifications ainsi apportées à l'article 88 de ladite loi spéciale postulent que les modalités de leur exécution fassent l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et pris après avis des Exécutifs.

Semblable texte réglementaire doit, par ailleurs, être soumis à la négociation syndicale dans le respect des règles prévues par le statut syndical du personnel des services publics et en outre, cela va de soi, être soumis pour avis préalable à la section de législation du Conseil d'Etat.

L'avant-projet dudit arrêté royal est présentement en cours d'examen au sein d'un groupe de travail, émanation du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs et tout porte à croire qu'il pourra, au cours des prochaines semaines, être inscrit à l'ordre du jour de l'organe habilité par le statut syndical, à savoir le Comité B compétent pour les services publics nationaux, communautaires et régionaux.

Dans les meilleures conditions, les premiers transferts de personnel ne paraissent pas devoir être attendus avant la fin du mois de mars 1989 et plus vraisemblablement en avril 1989. Il n'est toutefois pas possible de garantir que ces prévisions seront respectées et il s'indique donc de prendre d'urgence toutes dispositions conservatoires nécessaires pour mettre le fonctionnement des Services de l'Exécutif de la Communauté française et la gestion du personnel desdits Services à l'abri des aléas que pourrait entraîner l'exécution plus rapide des opérations de transfert de personnel.

Par ailleurs, l'accroissement considérable des compétences de la Communauté française et l'augmentation corrélative du personnel qui constituera ses services impliquent que des options nouvelles soient arrêtées en matière d'organisation desdits services ou, qu'à tout le moins, il soit procédé à une révision en profondeur de leur structure.

Il ne peut être établi présentement qu'à la date à laquelle interviendront les premiers transferts de personnel consécutifs à l'entrée en vigueur des dispositions ayant fait l'objet de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les actes administratifs qu'impliquent ces options auront pu être publiés.

La situation à laquelle il y aura lieu de faire face au cours des prochains mois comporte des points de similitude avec celles auxquelles a été confronté le premier Exécutif de la Communauté française, en raison de l'exécution par étapes successives de 1980 à 1988 des mesures de restructuration de l'Administration.

Les leçons dégagées de l'expérience vécue à cette époque imposent de prendre toutes les mesures accessibles pour que, pendant une période transitoire, le fonctionnement des services et la gestion du personnel qui les compose puissent être maintenus dans le cadre de l'application des règlements statutaires en vigueur à la date à laquelle interviendra le premier transfert de personnel.

Pour atteindre cet objectif, l'Exécutif a adopté des dispositions réglementaires fixant des cadres d'accueil pour le personnel, par référence aux départements nationaux en provenance desquels ce personnel sera transféré.

Cette initiative, si elle permet à chacun des agents transférés de se trouver, dès ledit transfert, dans une position statutaire non critiquable, n'est néanmoins pas suffisante pour garantir, pendant la période transitoire, le fonctionnement des services et la continuation de la gestion du personnel concerné. A cette fin, il convient d'instaurer, au moins provisoirement, ce qu'il est admis d'appeler, au titre du statut des agents de l'Etat, des barrières entre les cadres d'accueil et le cadre actuel des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

Ces mesures qui sont seules susceptibles de donner leurs pleins effets à la préoccupation de sauvegarde du fonctionnement des services et de la possibilité de poursuivre la gestion du personnel en cours ne dépendent pas pour objet que d'assurer une transition jusqu'à ce que soient arrêtées les structures définitives à donner aux Services de l'Exécutif.

Afin qu'il n'y ait pas d'équivoque au sujet du caractère fondamentalement transitoire des dispositions envisagées, elles cesseront d'exister dès la fin du sixième mois suivant celui au cours duquel aura été signé le premier arrêté royal portant transfert de personnel complémentaire destiné à la Communauté française.

Pour assurer de manière harmonieuse la transition, il est prévu que, pendant un délai maximum de douze mois suivant la date à laquelle l'instauration des barrières provisoires aura pris fin, les procédures en cours pourront être poursuivies par application des dispositions réglementaires antérieurement en vigueur et ainsi par faire la concrétisation des actes dont l'exécution aura été entreprise pendant la période transitoire.

Les mesures proposées offriront en outre la possibilité de poursuivre, dans les mêmes délais et dans les limites du cadre d'accueil, les procédures de gestion du personnel en cours dans les départements d'origine à la date à laquelle interviendront les transferts de personnel.

Un arrêté portant les dispositions rappelées ci-avant comporte inévitablement des dérogations aux règles qu'énonce l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et des arrêtés pris en exécution de celui-ci ou en assurant l'exécution.

Cette circonstance implique, aux termes de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, précité, que le Conseil de direction émette un avis au sujet des mesures proposées. Il a été satisfait à ladite obligation dès le 14 décembre 1988, le Conseil de direction ayant, à cette date, émis un avis favorable au sujet du projet d'arrêté qui lui a été présenté.

Les dispositions formant les articles 6 et 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat prévoient en outre que de telles mesures doivent faire l'objet d'un arrêté motivé et délibéré en Conseil des Ministres. Aux termes de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 83, § 2, la délibération de l'Exécutif remplace la délibération du Conseil des Ministres.

Par ailleurs, ainsi que le prescrivent les règles relatives aux relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des agents relevant de ces autorités, l'arrêté en projet a été soumis au Comité de négociation du secteur XVII. La négociation a permis la conclusion d'un protocole d'accord exprimant, sous la réserve de certaines adaptations de forme, l'accord unanime des délégations présentes à la réunion du Comité de négociation. Il va de soi qu'il a été satisfait au souhait d'adaptation de forme qui a été exprimé en cette occasion.

Pour ce qui concerne la consultation du Conseil d'Etat, il a été estimé nécessaire d'invoquer l'urgence ainsi que le permet l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. La motivation de l'urgence telle qu'elle s'impose aux termes de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, est amplement développée dans le préambule de l'arrêté et n'appelle aucun autre commentaire.

Tels sont l'objet et la motivation de l'arrêté portant dispositions transitoires d'exécution du statut du personnel qu'il est demandé à l'Exécutif d'adopter.

Bruxelles, le 6 janvier 1989.

Le Ministre-Président,
Valmy Féaux.

31 JANVIER 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant dispositions transitoires d'exécution du statut du personnel

-Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 87 et 88;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 6 et l'article 116;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu le protocole d'accord conclu le 27 décembre 1988 au Comité de négociation du secteur XVII;

Considérant que l'exécution par étapes successives, de 1980 à 1988, de la restructuration de l'administration, en application des dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, a enregistré des circonstances qui ont perturbé la structuration des Services de l'Exécutif de la Communauté française et contrarié profondément certaines procédures de gestion du personnel;

Considérant que le renouvellement de semblable situation doit être évité à l'occasion de l'exécution, suivant des modalités restant à préciser, des modifications apportées par la loi du 8 août 1988 à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et qu'il s'indique donc de mettre en œuvre des mesures tendant à maintenir en vigueur pendant la période transitoire d'organisation nouvelle des Services de l'Exécutif, les règles de gestion du personnel actuellement en vigueur pour les principaux groupes de membres du personnel qui constitueront à l'avenir lesdits services;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3 tel qu'il a été modifié par la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de prendre sans délai les dispositions transitoires dont l'entrée en vigueur doit être fixée le 1^{er} janvier 1989, et dont la publication doit, dans tous les cas, être réalisée avant que n'interviennent les premiers transferts de membres du personnel des ministères, en exécution de l'article 88, § 1 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988.

Vu la proposition de notre Ministre-Président et la délibération de l'Exécutif du 16 janvier 1989;

Arrêtons :

Article 1^{er}. Pour une période transitoire, les membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française affectés respectivement aux emplois prévus au cadre organique fixé par l'arrêté de l'Exécutif du 12 octobre 1983, et les arrêtés qui l'ont modifié ultérieurement, et aux emplois prévus aux cadres d'accueil fixés par l'arrêté de l'Exécutif du 30 décembre 1988, à l'exception de ceux visés aux articles 1, 2 et 3 dudit arrêté, sont réputés appartenir à des administrations distinctes sans qu'il existe une interpénétration de cadres entre ces administrations.

Art. 2. Les dispositions formant l'article 1^{er} du présent arrêté cesseront d'être applicables le dernier jour du sixième mois suivant celui de la signature du premier arrêté royal portant transfert de membres du personnel des ministères, en exécution de l'article 88, § 1 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée par la loi du 8 août 1988.

Art. 3. Sans préjudice de l'application de l'article 2 du présent arrêté, et par dérogation à toutes dispositions contraires prévues tant par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, que par tous arrêtés pris en exécution de celui-ci ou assurant son exécution, les procédures de promotion en cours à la date à laquelle l'article 1^{er} du présent arrêté cesse d'être applicable peuvent être poursuivies à compter de cette date pendant au maximum un an, en application des dispositions réglementaires en vertu desquelles elles ont été décidées et elles devaient s'exécuter.

Art. 4. Une procédure de promotion en cours visée à l'article précédent est réputée exister officiellement dès que l'autorité compétente a décidé de déclarer la vacance d'un emploi et qu'elle a invité l'administration à entreprendre l'exécution de cette décision.

Art. 5. Pour l'application des dispositions du présent arrêté aux membres du personnel affectés aux cadres d'accueil fixés par l'arrêté de l'Exécutif du 30 décembre 1988, les dispositions réglementaires gouvernant le développement de leur carrière dans leur ministère d'origine sont maintenus en vigueur dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française jusqu'à la date d'expiration du délai prévu à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 6. Notre Ministre-Président compétent pour le personnel est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Bruxelles, le 31 janvier 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

N. 89 — 670

Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve
houdende overgangsbepalingen tot uitvoering van het statuut van het personeel

VERSLAG AAN DE EXECUTIEVE

De wet van 8 augustus 1988 tot herziening van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen voorziet in een aanzienlijke uitbreiding van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap.

De bedoeling van de bijzondere wetgever was de inwerkingtreding van de voornaamste wijzigingen bepaald bij de wet van 8 augustus 1988 reeds op 1 januari 1989 vast te stellen.

Hij heeft evenwel, om voor de hand liggende redenen van adequatie van de middelen met de bevoegdheden, de inwerkingtreding van de voornaamste wijzigingen waarvan sprake hierboven, uitdrukkelijk verbonden aan de datum van inwerkingtreding van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Nu al staat vast dat de oorspronkelijke bedoeling de bepalingen tot hervorming der instellingen op 1 januari 1989 in werking te doen treden, niet zal kunnen worden vervuld. De datum van afkondiging van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, kan niet met zekerheid vooraf worden bepaald.

Het logisch gevolg van de uitbreiding van de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid van de Franse Gemeenschap, is de overdracht van het personeel afkomstig uit 's lands algemeen bestuur.

Naast het feit dat die overdracht niet denkbaar is voordat de inwerkingtreding van de bepalingen van de bijzondere wet tot uitbreiding van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap bekend is, dient opgemerkt dat de wet van 8 augustus 1988 die bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 heeft gewijzigd welke de overdracht van het personeel afkomstig uit 's lands algemeen bestuursregelden.

De wijzigingen die zo aan artikel 88 van die wet aangebracht zijn, bepalen dat de nadere regels voor hun uitvoering worden geregeld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen na advies van de Executieven.

Een dergelijke verordeningstekst moet overigens aan de syndicale onderhandeling worden onderworpen met inachtneming van de regels bepaald door het syndicaal statuut van het personeel van de overheidsdiensten, en verder, vanzelfsprekend, om voorafgaand advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State worden voorgelegd.

Het voorontwerp van dat koninklijk besluit wordt thans onderzocht binnen een werkgroep, afkomstig uit het Overlegcomité Regering-Executieven, en alles wijst erop dat het, in de loop van de volgende weken, op de agenda zal staan van het orgaan dat bij het syndicaal statuut wordt gemachtigd, namelijk het Comité B bevoegd voor de nationale, de gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten.

In de beste omstandigheden ziet het eruit of de eerste personeelsleden niet voor het einde van de maand maart 1989 en waarschijnlijk in april 1989 zullen worden overgedragen. Het is echter niet mogelijk te waarborgen dat deze voorspellingen zullen uitkomen, en het is bijgevolg aangewezen dringend alle nodige bewarende maatregelen te nemen om de werking van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap en het beheer van het personeel van die Diensten te vrijwaren tegen de onvoorspelbare gebeurtenissen die een snellere uitvoering van de verrichtingen inzake personeelsoverdracht met zich mede zou brengen.

Overigens maken de aanzienlijke vermeerdering van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en, als gevolg hiervan, de toename van het personeel dat haar diensten zal uitmaken, het noodzakelijk dat nieuwe opties inzake organisatie van deze diensten worden genomen of dat hun structuur ten minste grondig wordt herzien.

Nu kan niet vooraf worden bepaald dat op de datum waarop de eerste personeelsleden zullen worden overgedragen ingevolge de inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de administratieve akten die het gevolg van die opties zijn, zullen kunnen zijn bekendgemaakt.

De toestand waarmee de Executieve van de Franse Gemeenschap in de loop van de volgende maanden zal worden geconfronteerd, lijkt op bepaalde punten op die waarmee de eerste Executieve werd geconfronteerd naar aanleiding van de uitvoering, in opeenvolgende stappen van 1980 tot 1988, van de maatregelen tot herstructurering van de Administratie.

De lessen getrokken uit de ervaring die in die periode werd opgedaan, noodzaken ons tot het nemen van alle toegankelijke maatregelen opdat, tijdens een overgangperiode, de werking van de diensten en het beheer van het personeel dat ze uitmaakt, zouden kunnen worden behouden in het kader van de toepassing van de statutaire regels die van kracht zullen zijn op de datum waarop de eerste personeelsoverdracht zal geschieden.

Om dit doel te bereiken, heeft de Executieve verordeningbepalingen aangenomen tot vaststelling van onthaalformaties voor het personeel, ten opzichte van de nationale departementen waaruit dit personeel zal worden overgedragen.

Ook al maakt dit initiatief het mogelijk dat iedere overgedragen ambtenaren zich, reeds vanaf die overdracht, in een statutaire stand bevindt die niet voor kritiek vatbaar is, toch is het niet voldoende om, in de overgangperiode, de werking van de diensten en de voortzetting van het beheer van het betrokken personeel te verzekeren. Daartoe dient, althans voorlopig, wat gewoonlijk, in het statuut van de Rijksambtenaren, een afsluiting wordt genoemd, te worden ingevoerd tussen de onthaalformaties en de huidige formatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Deze maatregelen die alleen het vrijwaren van de werking van de diensten en de voortzetting van het beheer van het personeel volop mogelijk kunnen maken, hebben echter slechts tot doel een overgang te verzekeren totdat de definitieve structuren van de Diensten van de Executieve vastgesteld zijn.

Opdat er geen dubbelzinnigheid zou bestaan over het fundamenteel overgangskarakter van de beoogde maatregelen, zullen deze ophouden te bestaan reeds vanaf het einde van de zesde maand volgend op die tijdens welke het eerste koninklijk besluit houdende overdracht van aanvullend personeel bestemd voor de Franse Gemeenschap zal zijn ondertekend.

Opdat de overgang op een harmonieuze wijze zou kunnen geschieden, is bepaald dat, tijdens een maximumtermijn van twaalf maanden volgend op de datum waarop de invoering van de voorlopige afsluiting zal zijn geëindigd, de aan de gang zijnde procedures zullen kunnen worden voortgezet bij toepassing van de voorheen geldende verordeningbepalingen, om zo de concretisering te vervolmaken van de akten waarvan de uitvoering gedurende de overgangperiode zal zijn ondernomen.

De voorgestelde maatregelen zullen bovendien de mogelijkheid bieden om, binnen dezelfde termijn en binnen de perken van de onthaalformatie, de procedures voor het beheer van het personeel die binnen de departementen van afkomst aan de gang zullen zijn op de datum waarop de personeelsoverdrachten zullen geschieden, voort te zetten.

Een besluit houdende de bepalingen waaraan hierboven wordt herinnerd, omvat onvermijdelijk afwijkingen van de regels bedoeld in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en de besluiten die ter uitvoering ervan werden genomen of die voor de uitvoering ervan zorgen.

Dit brengt met zich mede dat de Directieraad, luidens het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 een advies uitbrengt over de voorgestelde maatregelen. Aan deze verplichting is reeds op 14 december 1988 voldaan; op deze datum heeft de Directieraad een gunstig advies uitgebracht over het ontwerp van besluit dat hem was voorgelegd.

De bepalingen van de artikelen 6 en 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, schrijven bovendien voor dat dergelijke maatregelen het voorwerp moeten zijn van een in Ministerraad overlegd gemotiveerd besluit. Luidens artikel 83, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, komt het beraad in de Executieve in de plaats van het overleg in de Ministerraad

Overigens werd, zoals de regels betreffende de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel het voorschrijven, het ontwerp van besluit aan het Onderhandelingscomité van sector XVII voorgelegd. De onderhandeling heeft de afsluiting van een protocolakkoord mogelijk gemaakt, waarin, onder voorbehoud van sommige vormaanpassingen, het unaniem akkoord wordt uitgedrukt van de afvaardigingen die bij de vergadering van het Onderhandelingscomité aanwezig waren. Het spreekt vanzelf dat voldaan is aan de wens betreffende de vormaanpassing die toen werd uitgesproken.

Voor wat het advies van de Raad van State betreft, werd noodzakelijk geacht de urgentie in te roepen zoals artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dit toelaat. De inroeping van de urgentie zoals deze vereist is bij de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt nader toegelicht in de aanhef van het besluit en vergt geen andere commentaar.

Dit zijn het voorwerp en de toelichting van het besluit houdende overgangsbepalingen tot uitvoering van het statuut van het personeel dat aan de Executieve ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Brussel, 6 januari 1989.

De Minister-Voorzitter,
Valny Féaux.

VERTALING

31 JANUARI 1989. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve houdende overgangsbepalingen tot uitvoering van het statuut van het personeel

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op de artikelen 87 en 88;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 6 en artikel 116;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van de werking van de Executieve, zoals het werd gewijzigd;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten op 27 december 1988 in het Onderhandelingscomité van sector XVII;

Overwegende dat door de uitvoering in opeenvolgende stappen, van 1980 tot 1988, van de herstructurering van de administratie, bij toepassing van de bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, omstandigheden zijn ontstaan die de structurering van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap hebben tegengewerkt en sommige procedures voor het beheer van de personeelszaken sterk hebben belemmerd;

Overwegende dat de herhaling van een dergelijke toestand moet worden vermeden bij de uitvoering, volgens nader te bepalen regels, van de wijzigingen die bij de wet van 8 augustus 1988 werden aangebracht aan de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en dat het dus aangewezen is maatregelen te treffen opdat gedurende de overgangperiode van de nieuwe organisatie van de Diensten van de Executieve, de regels inzake beheer van het personeel, die thans van kracht zijn voor de voornaamste groepen van personeelsleden die in de toekomst de voornoemde diensten zullen vormen, van kracht zouden blijven;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, zoals het werd gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid zonder verwijl de overgangsmaatregelen te treffen waarvan de inwerkingtreding op 1 januari 1989 moet worden vastgesteld, en waarvan de bekendmaking in elk geval moet zijn geschied voordat de eerste personeelsleden van de ministeries worden overgedragen, ter uitvoering van artikel 88, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de voordracht van onze Minister-Voorzitter en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 16 januari 1989 genomen beslissing,

Besluiten :

Artikel 1. Voor een overgangperiode, worden de personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap die respectievelijk aangewezen zijn voor de betrekkingen bepaald in de organieke personeelsformatie, vastgesteld bij het besluit van de Executieve van 12 oktober 1983 en bij de besluiten die ze later hebben gewijzigd, en voor de betrekkingen bepaald in de onthaalformaties vastgesteld bij het besluit van de Executieve van 30 december 1988, met uitzondering van deze die in de artikelen 1, 2 en 3 van dat besluit bedoeld zijn, geacht deel uit te maken van onderscheiden administraties, zonder dat er tussen deze administraties een interpenetratie van de formaties bestaat.

Art. 2. De bepalingen van artikel 1 van dit besluit houden op van toepassing te zijn de laatste dag van de zesde maand die volgt op die van de ondertekening van het eerste koninklijk besluit houdende overdracht van personeelsleden van de ministeries, ter uitvoering van artikel 88, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988.

Art. 3. Onverminderd de toepassing van artikel 2 van dit besluit, en in afwijking van alle andersluidende bepalingen bedoeld zowel bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel als bij alle besluiten die ter uitvoering ervan werden genomen of die in zijn uitvoering voorzien, kunnen de bevorderingsprocedures die aan de gang zijn op de datum waarop artikel 1 van dit besluit ophoudt van toepassing te zijn, worden voortgezet vanaf deze datum gedurende maximaal één jaar, bij toepassing van de verorderingsbepalingen krachtens welke ze werden beslist en ze moesten worden uitgevoerd.

Art. 4. Een aan de gang zijnde bevorderingsprocedure, zoals bedoeld in vorig artikel, wordt geacht officieel te bestaan, zodra de bevoegde overheid heeft beslist een betrekking open te verklaren, en zodra ze de administratie heeft verzocht over te gaan tot de uitvoering van die beslissing.

Art. 5. Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit op de personeelsleden aangewezen voor de onthaalformaties vastgesteld bij het besluit van de Executieve van 30 december 1988, blijven de verordeningsbepalingen die hun loopbaan regelden in het ministerie waaruit ze afkomstig zijn, van kracht in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, totdat de in artikel 3 van dit besluit bedoelde termijn verstrijkt.

Art. 6. Onze Minister-Voorzitter, bevoegd voor het personeel, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

Brussel, 31 januari 1989.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 671 (89 — 258)

21 DECEMBER 1988

Decreet betreffende het Nederlandstalige openbare bibliotheekwerk. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 2 februari 1989 moet op bladzijde 2083 de correcte titel van het decreet luiden als volgt : « Decreet houdende wijziging van het decreet van 19 juni 1978 betreffende het Nederlandstalige openbare bibliotheekwerk ».

In artikel 2, eveneens op bladzijde 2083, moet het woord « Nederlandstalige » met een hoofdletter worden geschreven.

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 89 — 671 (89 — 258)

21 DECEMBRE 1988

Décret relatif aux services des bibliothèques publiques de langue néerlandaise. — Errata

Au *Moniteur belge* du 2 février 1989, à la page 2083, le titre du décret doit se lire comme suit : « Decreet houdende wijziging van het decreet van 19 juni 1978 betreffende het Nederlandstalige openbare bibliotheekwerk ».

Egalement à la page 2083, dans l'article 2, le mot « Nederlandstalige » s'écrit avec une majuscule.

N. 89 — 672 (89 — 259)

21 DECEMBER 1988. — Decreet tot wijziging en aanvulling van het decreet van 4 juli 1975 houdende de rijkssubsidieregeling van het Nederlandstalig sociaal-cultureel vormingswerk voor volwassenen in verenigingsverband, van het decreet van 2 januari 1976 tot erkenning en subsidiëring van de Nederlandstalige koepelorganisaties voor beleidsvoorbereidend overleg in de sector van het sociaal-cultureel werk voor volwassenen, van het decreet van 3 maart 1978 houdende de rijkssubsidieregeling van het Nederlandstalig sociaal-cultureel vormingswerk met volwassenen in instellingen en van het decreet van 27 juni 1985 houdende de subsidieregeling van het Nederlandstalig sociaal-cultureel vormingswerk met volwassenen in politieke vormingsinstellingen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 2 februari 1989 moet op bladzijde 2084 en op bladzijde 2085 in de titel en de tekst van het genoemde decreet het woord « Nederlandstalig » telkens met een hoofdletter worden geschreven.

TRADUCTION

F. 89 — 672 (89 — 259)

21 DECEMBRE 1988. — Décret modifiant et complétant le décret du 4 juillet 1975 réglant l'octroi des subventions à la formation socio-culturelle en associations destinée aux adultes de langue néerlandaise, le décret du 2 janvier 1976 réglant l'agrégation des superstructures de régime néerlandais du secteur de l'animation socio-culturelle des adultes et l'octroi de subventions à ces organismes, le décret du 3 mars 1978 réglant l'octroi de subventions de l'Etat à l'animation socio-culturelle pour adultes de langue néerlandaise dispensée au sein de certains organismes et le décret du 27 juin 1985 réglant l'octroi de subventions à la formation socio-culturelle pour adultes dans les institutions de formation à caractère politique. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 2 février 1989, à la page 2084 et 2085, dans le titre et le texte du décret précité le mot « Nederlandstalig » s'écrit chaque fois avec une majuscule.